

« Georges Pompidou et la jeunesse »

Journée d'études organisée par l'Association Georges Pompidou (AGP) et le Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP) le 16 novembre 2012

Jérôme Pozzi

Le 16 novembre 2012, l'Association Georges Pompidou (AGP) et le Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP) organisaient une journée d'études consacrée à « Georges Pompidou et la jeunesse ». Les trois initiateurs (Gilles Le Béguec, Jean-François Sirinelli et Sabrina Tricaud) avaient décidé de porter leur focale sur une question stimulante, mais dont les contours demeuraient flous, tant la jeunesse est un thème à la fois transdisciplinaire et transversal. Comme l'avait souligné Georges Pompidou, dans une conférence de presse (juillet 1969) au cours de laquelle il citait Marc-Aurèle : « La jeunesse est un passage et l'inévitable est sur elle suspendu, la vieillesse. » Ainsi, Gilles Le Béguec, lorsqu'il introduisait cette journée, mettait l'accent sur son fil conducteur : la jeunesse, au moment où tout le monde s'accorde sur la « montée des jeunes » annoncée par Alfred Sauvy¹, faisait-elle l'objet d'une définition qui conduirait à une politique spécifique, au-delà des objectifs poursuivis dans le domaine de l'enseignement, du sport, du soutien aux mouvements de jeunesse et de leur contrôle ? De ce fait, l'horizon indépassable de cette manifestation rejoignait celui de l'époque, celui de la définition d'une politique des jeunes et de sa mise en pratique au lendemain des événements de mai 1968. Bien que le pari ait pu paraître difficile à relever aux yeux de certains, force est de constater que les différentes communications, confrontées aux souvenirs de quelques spectateurs engagés (Robert Poujade, Olivier Stirn, Bruno Bourg-Broc, Jean-François Saglio, Jean Charbonnel), ont apporté des éléments de réponse intéressants, comme le fit en son temps le colloque *Charles de Gaulle et la jeunesse*². En outre, les participants ont pu appuyer leurs interventions sur un film documentaire réalisé en collaboration avec l'INA, lequel contribua à la réussite de cette journée, aussi à mettre au crédit du dynamisme des deux chargés de recherche de l'AGP, Émilie Robin-Hivert et Cédric Francille.

Dans la lignée de la récente publication des *Lettres, notes et portraits, 1928-1974*, par Alain Pompidou et Éric Roussel³, les différents intervenants ont mis l'accent sur le lien charnel qui unissait Georges Pompidou et la jeunesse. Fils d'instituteurs, reçu à l'École normale supérieure en 1931, il obtint l'agrégation de lettres et débuta sa carrière d'enseignant au lycée Saint-Charles de Marseille, avant de rejoindre le lycée Henri IV à Paris. Le choix de l'enseignement fut d'abord pour lui celui du contact et du dialogue avec les jeunes, ce qui lui permit sans doute d'aborder différemment la

¹ Alfred Sauvy, *La montée des jeunes*, Paris, Calmann-Lévy, 1959.

² Fondation Charles de Gaulle, *Charles de Gaulle et la jeunesse*, Paris, Plon, 2005.

³ Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits (1928-1974)*, Paris, Robert Laffont, 2012.

crise de mai 1968, notamment par rapport au général de Gaulle. Pourtant, ce « boursier conquérant⁴ » a hésité au début des années trente entre l'enseignement et l'inspection des Finances, pesant le pour et le contre, comme il le fit dans la lettre qu'il adressa à son camarade Robert Pujol : « Ces temps-ci, je suis terriblement préoccupé par ce que je vais faire. [...] Ou bien l'enseignement ; avantages : les vacances ; ennuis : peu d'argent, boulot emmerdant, situation sociale médiocre [...]. De plus, risque de ne pas préparer de thèse par flemme et alors condamné toute ma vie aux 15 heures et copies. Si je fais une thèse, j'attends dix ans un poste [...]. Ou bien l'inspection des Finances ; avantages : situation matérielle égale au début, vite supérieure. [...]. Milieu un peu con mais pas beaucoup plus que l'universitaire moyen [...] »⁵. » Une fois dans les hautes sphères politiques, Georges Pompidou garda toujours un œil attentif, voire condescendant à l'égard de la jeunesse, ce qui ne l'empêcha pas d'opter pour la fermeté quand les circonstances l'exigeaient, notamment envers les étudiants en mai 1968 qu'il percevait comme des « contestataires qui s'ennuient ». S'il considérait qu'il fallait aimer la jeunesse, il pensait qu'il ne fallait pas la flatter et tomber dans le jeunisme. C'est ainsi qu'il perçut le mouvement étudiant du printemps 1968 comme une mobilisation aux revendications pressées, un signe de « l'exubérance de l'âge » (Georges Pompidou).

La culture politique de Georges Pompidou, fondée sur le souci de maintenir un ordre social, le conduisit à ne pas trancher le nœud gordien⁶, à la différence d'Alexandre le Grand (Ludivine Bantigny). Pourtant, son hostilité à la sélection à l'entrée de l'Université ne doit pas être interprétée comme une forme de laxisme (Sabrina Tricaud), même s'il avait affirmé au Général qu'il refusait d'« encaserner la jeunesse française⁷ ». À la différence du général de Gaulle et de son conseiller en matière d'éducation Jacques Narbonne, Georges Pompidou et son conseiller Henri Domerg⁸ adoptèrent une position plus libérale, pensant que les effectifs étudiants devaient augmenter. Toutefois, ils considéraient que la principale mission des enseignants était le « devoir de transmission » et que l'enseignement secondaire devait servir de sas à une orientation progressive, avec un baccalauréat sélectif (Bruno Poucet, Sabrina Tricaud). En 1971, le chef de l'État trancha en faveur d'un *numerus clausus* en fin de première année d'études médicales, alors que Jacques Chaban-Delmas y était opposé et que le ministre de l'Éducation nationale Olivier Guichard l'accepta de justesse (Bruno Poucet, Sabrina Tricaud). Georges Pompidou se montra attaché à la sauvegarde de l'agrégation et souhaitait selon ses propres termes un « enseignement secondaire raisonnable et adapté », qui devait être « la base de l'université », celle-ci ayant pour mission de former la jeunesse, à la différence des classes préparatoires destinées à une élite (Bruno Poucet). S'il se faisait une idée élevée des universitaires, il était cependant très critique envers l'université des années soixante qu'il considérait comme sclérosée (Sabrina Tricaud). Les différents intervenants rappelèrent l'importance de deux discours dans lesquels Georges Pompidou exprima

⁴ Jean-François Sirinelli, « Un boursier conquérant », dans Jean-Claude Greshens et Jean-François Sirinelli (dir.), *Culture et action chez Georges Pompidou*, Paris, PUF, 2000, p. 15-22.

⁵ Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits (1928-1974)*, Paris, Robert Laffont, 2012, p. 144-145.

⁶ Georges Pompidou, *Le nœud gordien*, Paris, Plon, 1974.

⁷ Cité par Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. 3, Paris, de Fallois/Fayard, 2000, p. 388-392.

⁸ Beau-frère de Georges Pompidou, Henri Domerg a été son collaborateur pour les questions liées à l'enseignement. Il a été chargé de mission à Matignon (1962-1968), puis chargé de mission (1969-1970) et conseiller technique (1970-1974) à l'Élysée.

ses conceptions en matière d'éducation et de jeunesse, d'abord celui qu'il prononça aux anciens élèves du lycée d'Albi (5 avril 1970), puis celui qu'il fit à l'occasion du centenaire de l'École libre des sciences politiques (8 décembre 1972). L'ancien élève de l'École normale supérieure a toujours montré un attachement à une haute conception de la culture⁹, dont les concours constituaient « la forme la plus juste de la promotion sociale » (discours à la Société des agrégés, 15 janvier 1968) et l'instrument idéal de la méritocratie républicaine. Il concevait la formation des élites autour d'un triptyque « instruire, recruter, former » (Pierre Allorant). Les grandes écoles incarnaient la diversité des compétences au service de l'État et de sa puissance. Néanmoins, le chef de l'État manifesta le souci de faire émerger une élite territoriale *via* la formation et les structures locales comme les instituts universitaires de technologies (IUT).

Si les questions relatives à la formation de la jeunesse et à la place des jeunes dans la société ont toujours retenu l'attention de Georges Pompidou, force est de constater que celui-ci a entretenu des relations parfois tendues avec les titulaires de ces portefeuilles ministériels, ce qui peut expliquer en partie les « heurs et malheurs » de ce ministère¹⁰ (Laurent Besse). La grande consultation que lança François Missoffe en 1966 et qui aboutit au *Livre blanc sur la jeunesse* pouvait être considérée comme une démarche neuve, dans la mesure où le gouvernement ne passa pas pour cette enquête par le relais des associations de jeunesse, mais Georges Pompidou ne souhaita pas que les conclusions de cette enquête soient publiées avant les élections législatives de mars 1967, par crainte sans doute que les résultats soient défavorables à la majorité. Par la suite, il encouragea son ministre à passer de la parole aux actes (Laurent Besse). Pourtant, le livre blanc déçut les parlementaires et les critiques les plus vives vinrent de la majorité et non de l'opposition. Les députés gaullistes qui avaient travaillé sur ces questions, au premier rang desquels Robert-André Vivien, s'en prirent à ce rapport d'enquête, considérant qu'il était trop descriptif et que les propositions concrètes en étaient absentes (Jérôme Pozzi). En dehors de ces questions relatives à la place des jeunes dans la société et à la formation de la jeunesse, Georges Pompidou demanda au Premier ministre, Pierre Messmer, de s'intéresser au problème de l'abaissement de l'âge de la majorité électorale, même s'il n'était pas convaincu du bien-fondé de cette réforme. Dans la déclaration de politique générale qu'il prononça le 3 octobre 1972 à l'Assemblée nationale, Pierre Messmer consacra un passage à la jeunesse et avança l'idée de l'abaissement de l'âge du droit de vote, idée qu'il reprit par la suite dans son discours de Provins (7 janvier 1973). Pourtant, cette réforme n'aboutit pas et elle fut même évincée du champ politique dans la foulée des élections législatives de mars 1973, ce qui résultait d'une part du relatif scepticisme du chef de l'État à l'encontre de celle-ci et, d'autre part, de l'intérêt

⁹ Il convient au passage de rappeler que Georges Pompidou rédigea la préface de la réédition de l'ouvrage d'Alain Peyrefitte, *Rue d'Ulm. Chroniques de la vie normalienne*, Paris, Flammarion, 1964.

¹⁰ Avant 1962, il y avait un haut-commissaire à la Jeunesse et aux Sports dont le poste était occupé par Maurice Herzog. En décembre 1962, le haut-commissariat est transformé en secrétariat d'État occupé par Maurice Herzog. En janvier 1966, le secrétariat d'État devient un ministère de plein exercice avec comme titulaires François Missoffe (1966-1968), puis Roland Nungesser (juin-juillet 1968). Une fois nommé à Matignon, Maurice Couve de Murville revient à la formule du secrétariat d'État avec Joseph Comiti comme titulaire (1968-1969), qui reste en fonction sous Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer. En avril 1973, Pierre Mazeaud est nommé secrétaire d'État à la Jeunesse, aux Sports et aux Loisirs. Il occupe ce poste jusqu'à l'élection présidentielle de 1974.

qu'il portait à une autre réforme, celle du raccourcissement de la durée du mandat présidentiel. La question du quinquennat a pour ainsi dire chassé celle de l'abaissement de la majorité électorale (Jérôme Pozzi).

Jean-Philippe Legois insista sur un autre aspect politique de la jeunesse des années Pompidou, à savoir sa participation à des mouvements étudiants dans le contexte de l'après 1968. Cependant, une des conséquences des « fleurs de Mai¹¹ » fut l'atomisation des syndicats étudiants en différentes organisations, ce qui permit un retour à l'ordre dans les universités, tout comme la mise en place de la loi Faure du 12 novembre 1968 sur l'orientation de l'enseignement supérieur¹². Pourtant, les répliques du séisme de Mai n'épargnèrent pas les années Pompidou, à l'instar des cortèges lycéens du printemps 1973 contre la loi Debré sur la suppression des sursis militaires, que les étudiants rejoignirent pour protester contre la mise en place du DEUG. Les années 1969-1974, cruciales dans la mise en place de la participation étudiante, ont pourtant été celles d'un double échec : échec de la participation elle-même avec une faible participation des étudiants, mais aussi échec des associations à se faire entendre du pouvoir. Enfin, Patrick Clastres s'intéressa au rapport de Georges Pompidou avec le monde du sport, rappelant au passage que mai 1968 était né dans une piscine (Nanterre) et s'était terminé dans un stade (Charléty). Les Jeux olympiques d'hiver à Grenoble (6 au 18 février 1968), dont les cérémonies d'ouverture et de clôture furent respectivement présidées par le général de Gaulle et par Georges Pompidou, constituèrent une vitrine de la modernité française. La jeunesse olympique fascinait le Premier ministre à la condition qu'elle soit « conquérante, victorieuse et médaillée », ce en quoi elle contribuait, à sa manière, à la grandeur de la France, d'où une fascination réciproque entre l'homme politique et la skieuse Marielle Goitschel, qui fit la connaissance de Georges Pompidou à l'âge de 16 ans, à l'occasion de sa médaille de championne du monde de combiné (Chamonix, 1962).

Dans ses conclusions, Jean-François Sirinelli rappela la richesse de cette journée d'études qui a permis de confronter le travail des historiens à la mémoire de grands témoins, en d'autres termes l'indépendance intellectuelle des scientifiques confrontée à l'indépendance d'esprit de quelques acteurs éminents. Ainsi, Bruno Bourg-Broc¹³, l'un des anciens dirigeants de l'Union des jeunes pour le Progrès (UJP), montra à quel point la figure de Georges Pompidou provoqua des sentiments partagés et passionnés dans les rangs des cadets du gaullisme. Avant 1968, il fut perçu par toute une génération de ces « jeunes pousses » comme l'homme de la banque Rothschild, alors qu'il sut les séduire dès son arrivée au pouvoir grâce à un style plus consensuel que celui du Général et par la nomination de Jacques Chaban-Delmas à Matignon. Olivier Stirn et Jean Charbonnel rappelèrent pour leur part à quel point Georges Pompidou avait facilité l'émergence d'une nouvelle génération de parlementaires, dont l'opération des « jeunes loups » dans le Sud-Ouest demeure le symbole. Jean-François Sirinelli conclut sur la difficulté à cerner un sujet mouvant mais essentiel,

¹¹ Jean-François Sirinelli, « 1968 : les fleurs de Mai », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000. Dictionnaire critique*, Paris, Hachette, 1999, p. 88-96.

¹² Voir les actes du colloque organisé par la Fondation Charles de Gaulle, *Réformer l'université après mai 68*, 22-23 septembre 2011, actes à paraître.

¹³ Maire de Châlons-en-Champagne depuis 1995, Bruno Bourg-Broc a appartenu à de nombreux cabinets ministériels dans les années 1970. De 1982 à 2007, il a été député RPR, puis UMP de la Marne. En 2007, il choisit de ne pas se représenter et de laisser son siège à Benoist Apparu, dont il devint le suppléant.

car les années 1960-1970 furent celles du défi de l'encadrement et de la transmission, posant le problème de la sélection et du renouvellement des élites. Ainsi, la jeunesse peut être considérée comme l'épicentre des turbulences contestataires dans le contexte d'une mutation accélérée de la France qui devenait urbaine et industrielle. Par ailleurs, cette époque correspond à la montée en puissance d'une culture de masse fondée sur l'image et le son, culture que devait appréhender Georges Pompidou, un homme du livre et de l'écrit.

Cette journée d'études a permis de dépasser la légende noire d'un pouvoir « structurellement brouillé avec la jeunesse » (Robert Poujade), puisque les différentes interventions ont montré à quel point Georges Pompidou oscilla entre tradition et modernité dans l'appréhension de la « question jeune », même s'il était attaché à un certain conservatisme, notamment en matière d'enseignement. L'analyse de son action à l'égard de la jeunesse révèle qu'il fut le produit d'une époque et d'une culture, entre « classicisme assumé et avant-gardisme revendiqué, entre vestiges et vertiges » (Jean-François Sirinelli).